

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre  
Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier,  
Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie  
Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 25.11.21**

---

**#Objet : Octroi d'écochèques électroniques pour un montant maximum de 250,00€ au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance, pour l'année de référence 2021. - Subvention exceptionnelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) #**

---

Séance publique

**Rémunérations**

Le Conseil,

Vu le décret-programme du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus et octroi d'écochèques pour un montant maximum de 250,00€ au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance ;

Vu le courrier du 6 septembre 2021 de l'ONE,

Considérant la décision de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) d'octroyer aux pouvoirs organisateurs une subvention exceptionnelle permettant de couvrir le coût des écochèques ainsi que le coût de gestion selon les modalités déterminées par son conseil d'administration ;

Considérant qu'en ce qui concerne le secteur public, chaque commune doit obtenir une décision de l'instance compétente (Conseil Communal, organe de gestion) afin que les écochèques soient exemptés de cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'il existe déjà un contrat en cours avec l'entreprise Edenred et qu'il n'y a donc pas lieu de procéder à un nouveau marché public;

Vu les instructions administratives 2021/3 de l'ONSS ;

Vu le protocole d'accord n°2021/ du Comité Particulier de Négociation ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

D'approuver le règlement suivant :

Octroi d'écochèques électroniques, pour un montant maximum de 250,00€, au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance, pour l'année de référence 2021.

Article 1<sup>er</sup> : Personnel visé

Tous les agents définitifs, contractuels et contractuels subventionnés travaillant au sein des milieux d'accueil (personnel de direction, personnel administratif, personnel médico-social, personnel pédagogique, personnel d'encadrement, personnel logistique,...) bénéficient d'écochèques électroniques pour l'année de référence 2021.

Article 2 : Milieu d'accueil

Par milieu d'accueil on entend : les crèches, les préguardiennats, les Maisons Communales d'accueil de l'Enfance (MCAE), les maisons d'enfants, les haltes-accueils, les service d'accueil d'enfants, les accueillantes indépendantes, les services d'accueil spécialisé de la petite enfance et les services d'accueil d'enfants malades à domicile.

Article 3 : Cadre des écochèques

Les modalités d'octroi et d'utilisation d'un écochèque sont les suivantes (CTT n°98 du Conseil National du Travail du 20 février 2009, tel que modifié) :

- . destiné à l'achat de produits et services à caractère écologique ;
- . fixe la liste des produits et services concernés (produits et services écologiques ; mobilité et loisirs durables, réutilisation ou recyclage et prévention des déchets) ;
- . le nombre d'écochèques est calculé sur base de la période d'occupation pendant l'année civile concernée (prise en compte des jours habituels d'inactivité comme les jours fériés ou les week-ends entre deux contrats de travail ; prise en compte des jours d'incapacités couverts par un salaire garanti, les congés de circonstances,... jours pour lesquels le travailleur a perçu une rémunération) ;
- . les jours de congé de maternité et les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la CTT n°12 ou n°13 (maladies, accident, accident du travail, maladies professionnelles) sont assimilés à des jours prestés ;
- . si le montant de l'écochèque est inférieur à 10 euros, ce montant peut être octroyé sous forme d'écochèque ou ajouté à la rémunération majoré de 50%.

Article 4 : Exonération des cotisations sociales et d'impôt

Les écochèques représentent un avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt si les conditions suivantes sont respectées (article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 2009 pris en application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs)

- . Les écochèques sont octroyés sous forme électronique. Ils seront ajoutés à la carte chèques-repas.
- . les écochèques électroniques sont réputés avoir été octroyés au travailleur au moment où le compte écochèque de celui-ci est crédité.

Le compte écochèque est une banque de données dans laquelle un certain nombre d'écochèques électroniques pour un travailleur sont enregistrés et gérés par un éditeur d'écochèques.

- . La valeur nominale maximum de l'écochèque est fixée à 10,00€.
- . les écochèques seront octroyés dans le courant du mois de décembre 2021 aux membres du personnel travaillant au sein des milieux d'accueil durant toute ou partie de la période de référence allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021.
- . Les écochèques sont délivrés au nom du travailleur. Cette condition est réputée remplie si l'octroi et les données y relatives (nombre d'écochèques, montant de l'écochèque) sont mentionnés au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.
- . La validité des écochèques électroniques est limitée à 24 mois à compter du moment où l'écochèque électronique est placé sur le compte écochèque.
- . Les écochèques électroniques ne peuvent être utilisés que pour l'achat de produits et services à caractère écologique repris dans la liste annexée à la convention collective de travail n°98.
- . Les écochèques ne peuvent être échangés partiellement ou totalement en espèces.
- . Le montant total des écochèques octroyés par l'Administration ne peut dépasser 250,00€ par travailleur et par année civile.

. Le nombre total des écochèques et leur montant brut sont mentionnés au compte individuel du travailleur, tel que visé à l'article 15, alinéa 1, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération.

. Avant l'utilisation des écochèques électroniques, le travailleur doit pouvoir vérifier le solde et la durée de validité des écochèques octroyés qui n'ont pas encore été utilisés.

. Les écochèques sous forme électronique ne peuvent être mis à disposition que par un éditeur agréé conjointement par le Ministre compétent pour les affaires sociales, le Ministre compétent pour les indépendants et le Ministre compétent pour les affaires économiques.

. L'utilisation des écochèques électroniques ne peut entraîner de frais pour le travailleur.

. En cas de perte ou de vol de la carte chèques repas/écochèques l'agent est tenu d'en informer la société émettrice et/ou CARDSTOP (070 344 344) dans les plus brefs délais.

Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours de l'agent contre l'Administration ou la société débitrice des chèques.

Après la déclaration de perte ou de vol, la société de délivrance des chèques-repas/écochèques émettra une nouvelle carte pour l'agent. Celle-ci sera payée par l'agent, hormis en cas de vol.

Dans tous les cas, le coût du support de remplacement ne peut être supérieur à la valeur nominale d'un titre-repas si l'employeur octroie aussi bien des titres-repas que des écochèques électroniques.

Article 5 : Subvention

L'ONE octroie aux pouvoirs organisateurs une subvention exceptionnelle. La subvention équivaut à un montant

de 250€ par ETP (équivalent temps plein) occupé durant l'année 2021, majoré de 2% afin de couvrir les frais de gestion.

Le pouvoir organisateur complète le cadastre du personnel dans « Mon Equipe » pour le 31 octobre 2021 au plus tard.

Si le pouvoir organisateur remarque que le montant de la subvention exceptionnelle versée par l'ONE est trop important, il rembourse à l'ONE le trop perçu.

Si par contre, le pouvoir organisateur remarque que le montant de la subvention exceptionnelle versée par l'ONE est trop faible, il introduit une demande de complément à l'ONE avant le 31 décembre 2021 : soit parce que certains membres de son personnel n'ont pas été repris dans le cadastre du personnel, soit parce que l'augmentation de 2% n'est pas suffisante pour couvrir les frais d'émission et de gestion des écochèques.

Le montant complémentaire ne peut toutefois pas excéder les 5 % de la subvention exceptionnelle de base.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 26 novembre 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Didier Molders, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre  
Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier,  
Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie  
Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 25.11.21**

---

**#Onderwerp : Toekenning van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 250,00€, aan het personeel van de kinderopvangcentra, voor het referentiejaar 2021. Buitengewone subsidie van het “Office de la Naissance et de l’Enfance (ONE)” #**

---

Openbare zitting

**Bezoldigingen**

De Raad,

Gelet op het decreet-programma van het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel van 14 juli 2021 betreffende diverse maatregelen in verband met de bestrijding van de coronacrisis en toekenning van ecocheques, voor een maximum bedrag van 250,00€, aan het personeel van de kinderdagverblijven;

Gezien de brief van 4 september 2021 van de ONE;

Overwegende het besluit van het “Office de la Naissance et de l’Enfance (ONE) om aan de inrichtende machten een uitzonderlijke subsidie toe te kennen ter dekking van de kosten van de ecocheques alsmede van de beheerkosten volgens de door de raad van bestuur vastgestelde voorwaarden;

Overwegende dat, wat de openbare sector betreft elke gemeente een beslissing moet krijgen van het bevoegde orgaan (gemeenteraad, beheersorgaan) opdat de ecocheques vrijgesteld zouden zijn van sociale bijdragen;

Overwegende dat er reeds een contract met de onderneming Edenred bestaat en dat er dus geen reden is om over te gaan tot een nieuwe overheidsopdracht;

Gelet op de administratieve onderrichtingen 2021/3 van de RSZ;

Gezien de akkoord overeenkomst nummer 2021 / van het Onderhandelingcomite;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

de onderstaande verordening goed te keuren:

Toekenning van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 250,00€, aan het personeel van de kinderopvangcentra, voor het referentiejaar 2021.

Artikel 1 : Betrokken personeel

Alle vastbenoemde contractuele en gesubsidieerde contractuelen personeelsleden, die werkzaam zijn in de opvangvoorzieningen (leidinggevend personeel, administratief personeel, medisch-sociaal personeel, pedagogisch personeel, beheerspersoneel, logistiek personeel,...) genieten van elektronische ecocheques voor het referentiejaar 2021.

Artikel 2 : Kinderopvangcentrum

Onder kinderopvangcentrum wordt verstaan: de crèches, de permanente crèche, de peutertuinen, de gemeentelijke huizen voor kinderopvang, de kindertuinen, de opvanghaltes, de diensten voor kinderopvang, de zelfstandige opvangs, de diensten voor gespecialiseerde opvang van jonge kinderen en de diensten voor opvang van zieke kinderen thuis.

Artikel 3: Kader van de ecocheques

De modaliteiten van de toekenning van het gebruik van een ecocheque zijn de volgende (CAO n 98 van de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009, zoals gewijzigd):

- . bestemd zijn voor de aankoop van milieuvriendelijke producten en diensten;
- . de lijst van de betrokken producten en diensten (milieuvriendelijke producten en diensten; duurzame mobiliteit en vrijetijdsbesteding, hergebruik of recycling en afvalpreventie);
- . het aantal ecocheques wordt berekend op basis van de periode van tewerkstelling tijdens het betrokken kalenderjaar (rekening houden met de gewone inactiviteitsdagen zoals feestdagen of weekends tussen twee arbeidsovereenkomsten; in aanmerking nemen van de dagen van ongeschiktheid gedekt door een gewaarborgd loon, het omstandigheidsverlof, dagen waarvoor de werknemer loon heeft ontvangen);
- . de dagen bevallingsverlof en de dagen arbeidsongeschiktheid gedekt door een vergoeding toegekend in de toepassing van de CAO nr. 12 of 13 (ziekten, ongeval, arbeidsongeval, beroepsziekten) worden gelijkgesteld met gepresteerde dagen;
- . indien het bedrag van de ecocheque lager is dan 10€, kan dit bedrag worden toegekend in de vorm van een ecocheque of toegevoegd aan de bezoldiging verhoogd met 50%.

Artikel 4 : Vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen

De ecocheques vormen een voordeel vrijgesteld van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen indien aan de volgende voorwaarden is voldaan (Art.19 quater van het Koninklijk Besluit van 28 november 2009 genomen in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van het besluit van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van werknemers)

- . De ecocheques worden in elektronische vorm toegekend. Zij worden aan de kaart maaltijdcheques toegevoegd.
- . De elektronische ecocheques worden geacht te zijn toegekend aan de werknemer op het moment waarop dienst ecochequerekening wordt gecrediteerd.

De ecochequerekening is een databank waarop een aantal elektronische ecocheques worden opgeslagen en wordt beheerd door een erkende uitgever van ecocheques.

- . De maximale nominale waarde van de ecocheque wordt vastgesteld op 10,00€ per ecocheque.
  - . De ecocheques zullen in de loop van de maand december 2021 worden toegekend aan de personeelsleden tewerkgesteld in de kinderopvangcentrum gedurende de gehele of een deel van de referentieperiode gaande van 1 januari tot 31 december 2021.
  - . De ecocheques zijn op naam van de werknemer afgeleverd. Deze voorwaarde is vervuld, indien de toekenning ervan en de gegevens die er betrekking optellen (aantal ecocheques, brutobedrag van de ecocheques) voorkomen op de individuele rekening van de werknemer, overeenkomstig de reglementering betreffende het bijhouden van de sociale documenten.
  - . De geldigheidsduur van de elektronische ecocheques is beperkt tot 24 maanden te rekenen vanaf het ogenblik dat de elektronische ecocheque op de ecochequerekening wordt geplaatst.
  - . De elektronische ecocheques mogen uitsluitend gebruikt worden voor de aankoop van producten en diensten met een ecologisch karakter die opgenomen zijn in de bijlage van de CAO nr. 98.
  - . De ecocheques kunnen geheel noch gedeeltelijk voorgeld omgeruild worden.
  - . Het totale bedrag van de ecocheques die het Bestuur toekent, mag niet groter zijn dan 250,00€ per Kalenderjaar en per werknemer.
  - . Het aantal ecocheques en het brutobedrag ervan worden vermeld op de afrekening, bedoeld in artikel 15, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.
  - . Vóór het gebruik van de elektronische ecocheques kan de werknemer het saldo en de geldigheidsduur nagaan van de toegekende ecocheques die nog niet werden gebruikt.
  - . De ecocheques in een elektronische vorm kunnen enkel ter beschikking worden gesteld door een uitgever gezamenlijk erkend door de Minister bevoegd voor Sociale zaken, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Zelfstandigen en de Minister bevoegd voor Economische zaken.
  - . Het gebruik van de elektronische ecocheques mag geen kosten voor de werknemer teweegbrengen.
  - . In geval van verlies of diefstal van zijn maaltijdcheques/ecocheques, moet de agent binnen de kortste termijn de afgifte firma en/of CARDSTOP (070 344 344) verwittigen.
- Al de uitgevoerde transacties voor de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepbaar, zonder beroepsmogelijkheid van de agent tegen het Bestuur of de firma die de cheques aflevert.
- Na de verklaring van verlies of diefstal zal de firma een nieuwe kaart voor de agent afleveren.
- Deze zal door de agent, behalve in geval van diefstal, betaald worden.
- In ieder geval kan de kost van de vervangende drager de nominale waarde van één maaltijdcheque niet overschrijden indien de werkgever zowel elektronische maaltijdcheques als elektronische ecocheques toekent.

Artikel 5: Subsidie

De ONE kent aan de inrichtende machten een buitengewone subsidie toe.

De subsidie komt overeen met een bedrag van 250€ per VTE (voltijdsequivalent) tewerkgesteld in het jaar 2021, vermeerderd met 2% om de beheerkosten te dekken.

De inrichtende macht vult het personeelkader in “mijn team” uiterlijk op 31 oktober 2021 in.

Indien de inrichtende macht opmerkt dat het bedrag van de door de ONE gestorte buitengewone toelage te hoog is, betaalt zij het teveel ontvangen bedrag terug aan de ONE.

Indien de inrichtende macht daarentegen opmerkt dat het bedrag van de door de ONE gestorte buitengewone toelage te laag is, dient zij vóór 31 december 2021 een aanvraag tot bijpassing bij de ONE in : hetzij omdat sommige personeelsleden niet werden opgenomen in het personeelkader, hetzij omdat de verhoging met 2% niet volstaat om de kosten van uitgifte en beheer van ecocheques te dekken.

Het aanvullend bedrag mag evenwel niet hoger zijn dan 5% van de uitzonderlijke basissubsidie. Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en aan de “Office de la Naissance et de l’Enfance”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijns

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 26 november 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin